



Convoqué au tribunal criminel spécial, Manaouda Malachie organise un meeting d'appel à la candidature de Paul Biya pour la présidentielle de 2025.

Le Ministre de la Santé Publique organise ce 17 mai 2023 à Mokolo dans la région de l'Extrême-Nord, un meeting invitant le Chef de l'Etat à briguer un 8e mandat consécutif à la tête de l'Etat.

Une initiative qui intervient au moment où les enquêteurs du tribunal criminel spécial ont relancé une série de convocations dans le cadre de l'enquête sur le détournement présumé de fonds versés au Cameroun par le FMI pour la lutte contre le Covid-19, et le nom de Manaouda Malachie figure en bonne place.

Voudrait-il s'attirer les grâces du locataire du Palais d' Etoudi . En tout cas, le Ministre de la Santé Publique, fait partie de ceux qui veulent voir Paul Biya, âgé de 90 ans dont 41 au pouvoir, se présenter lors de la prochaine élection qui, théoriquement est prévue pour 2025.

Dans une lettre adressée au sénateur Bayero Fadil du Nord, le ministre invite ce dernier à assister à un meeting qu'il organise le 17 mai dans sa ville natale de Mokolo.

Pendant ce temps, ce membre du gouvernement est éclaboussé dans un scandale de présumé

détournements de fonds Covid.

Le journal français Africa Intelligence s'est intéressé sur le cas Malachie: « Parmi les documents réclamés par le TCS au ministre de la santé, figurent les éléments concernant l'achat d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) à Garoua, dans le nord du pays. La machine devait être livrée dans le cadre de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), le marché Covid ayant été couplé à celui de la CAN. Seulement, l'appareil installé dans la capitale régionale du nord en 2021 est un IRM d'occasion en lieu et place d'un neuf. Il avait déjà servi en Allemagne et en Turquie, et devait théoriquement sortir du circuit médical à la fin de l'année 2022 » ; Le membre du gouvernement est déjà passé devant les juges du tribunal criminel spécial. Le journal français Africa Intelligence s'est intéressé à son cas :« Parmi les documents réclamés par le TCS au ministre de la santé, figurent les éléments concernant l'achat d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique (IRM) à Garoua, dans le nord du pays. La machine devait être livrée dans le cadre de la Coupe d'Afrique des nations (CAN), le marché Covid ayant été couplé à celui de la CAN. Seulement, l'appareil installé dans la capitale régionale du nord en 2021 est un IRM d'occasion en lieu et place d'un neuf. Il avait déjà servi en Allemagne et en Turquie, et devait théoriquement sortir du circuit médical à la fin de l'année 2022 », révèle Africa Intelligence.